

Archives

Honte et tartufferie

mardi 13 mai 2008

Les émeutes de la faim se poursuivent dans plus de quarante pays. Aujourd'hui, 9 millions d'êtres humains meurent de faim chaque année, 860 millions en souffrent tous les jours et 2 milliards subissent une malnutrition constante due à des carences en micronutriments. Demain, avec la hausse catastrophique des prix agricoles, une spéculation déchaînée et la désorganisation des marchés, la situation deviendra bien pire. Sommes-nous loin, chez nous, de toute cette souffrance inhumaine ? La presse de ce matin répond : « Dans les grandes villes françaises, c'est la ruée chaque soir autour des poubelles des magasins. » Des sexagénaires et des septuagénaires à très maigre pension attendent sur les marchés l'heure de la « remballe » pour trier les restes plus ou moins comestibles. Avec la hausse des prix, les Restos du coeur ont fait le calcul : « Il y aura 14 millions de repas en moins pour l'hiver prochain. » Le cours des céréales flambe et le Programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis ne suit pas. Même inquiétude des banques alimentaires : la collecte des produits est pour la première fois en baisse de 7%. Les Français jusque-là pourvus sont devenus moins généreux car ils sont eux-mêmes victimes de la valse des étiquettes. La conclusion est simple : « Moins de repas et plus de demandeurs. »

Tel est l'enchaînement. Il faut le rompre. En s'attaquant aux causes. Dès la réunion de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), qui se tiendra à Rome du 3 au 5 juin. Nous organisons à cet effet une campagne de pression sans précédent.

L'objectif ? Doubler la production agricole dans le monde. Il n'y a pas d'excuses. On sait le faire. On a les techniques. On a les moyens.

Alors, pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? Parce que la pénurie a été volontairement organisée. D'abord en ne produisant pas, et même en décourageant la production. La Banque mondiale et le FMI ont refusé d'organiser des projets de développement de cultures vivrières en Afrique, conseillant les produits d'exportation. Résultat : hier les prix étaient trop bas pour que la petite agriculture locale soit compétitive. Désormais, elle le serait, mais elle a entre-temps disparu. En Europe, sous les pressions de l'oligarchie financière britannique, on a changé la Politique agricole commune. On a promu la jachère et découplé, à partir de 2003, subventions et production. Résultat : fin des stocks, plus de réserves.

Qui en tire profit ? Le business des biocarburants et tous les intérêts qui y sont associés, avec l'aide des Etats. Déjà, 25% de la production américaine de maïs va à cette culture non rentable, que Jean Ziegler a raison de qualifier de « crime contre l'humanité ». Voyant cette pénurie organisée, les spéculateurs se sont mis à jouer la hausse : blé, soja, riz, toutes les céréales, puis les produits laitiers. Tel bateau chargé de riz est bloqué au large du Sénégal depuis quatre mois. Les négociants de Genève spéculent. La City de Londres se déchaîne en inventant les « ags » (agricultural Commodities). Les hedge funds s'y spécialisent. Les financiers de la City et les négociants de Genève se font des couilles en or avec la faim.

La solution ? Ce que Michel Barnier, notre ministre de l'Agriculture, appelle un « new deal » international, sans en mesurer toute la portée. Le retour des Etats sur la scène. Le retour des marchés organisés. La fin du libéralisme financier. En clair, le Nouveau Bretton Woods pour lequel nous nous battons et la fin de la dictature de l'organisation mondiale du commerce (OMC). L'interdiction des spéculations sur les produits agricoles. L'arrêt de la production agricole pour des biocarburants, en dédommageant les producteurs.

Avec une aide d'urgence pour les pays du tiers monde et les pauvres des pays du Nord. Mais, surtout, comme le réclame entre autres le Président du Sénégal, Abdoulaye Wade, aider les pays d'Afrique et d'Asie à conquérir ou reconquérir leur indépendance alimentaire en leur fournissant les moyens de produire (pas de l'argent, mais des tracteurs, des pompes à eau, des semences, des pesticides...) et en les autorisant à protéger leurs producteurs.

Il faut arrêter le scandale et les tartufferies de ceux qui l'ont provoqué : Banque mondiale, FMI, OMC, pays européens, Etats-Unis. La solution, la seule est de sortir du système britannique marchand et financier qui, littéralement, assassine et porte avec lui la guerre dans un monde en contraction. Tout en annulant sans conditions les dettes illégitimes et odieuses qui pèsent sur les pays appauvris, pour en faire de vrais partenaires.

Il est temps de prendre nos responsabilités, vos responsabilités de citoyens, vous qui me lisez. Sans quoi, votre cœur sera aussi corrompu que l'esprit des spéculateurs.
